

INFOS LUTTES

CGT Finances Publiques



18 avril 2018

La grève fonction publique du 22 mars a vu les collègues de la DGFIP se mobiliser à un niveau historique. Au lendemain de la grève, les syndicats nationaux Solidaires, CGT et FO à la DGFIP ont appelé à réunir des Assemblées Générales du personnel pour décider des suites de l'action, alors que les cheminots posaient les premières pierres de leur puissant mouvement de grève. Depuis, la CFDT Finances Publiques s'est jointe à l'appel à poursuivre la mobilisation.

La direction nationale CGT Finances Publiques, dans son adresse aux agents, appelle à la généralisation des Assemblées Générales unitaires sur tout le territoire, pour décider dès à présent de modalités d'actions inscrites dans la durée, visant à la reconduction de la grève dans tous des services et au blocage de la DGFIP.

Les collègues sont de plus en plus nombreux chaque jour dans les Assemblées Générales de personnel. Chaque jour de nouvelles mobilisations se construisent, avec des processus plus ou moins avancés, mais toujours avec l'idée de plus en plus présente de la reconduction de la grève et du blocage.

A LA DGFIP

65 – Hautes-Pyrénées

Vendredi 13 avril, les agents des finances publiques du département ont répondu présents et se sont mobilisés avec les cheminots et les agents des EHPAD, conformément aux votes des assemblées générales du département.

71 agents étaient en grève, soit 25 % au moins de l'effectif devant être présent (chiffre estimé compte tenu de l'absence de calcul par la direction).

Les trésoreries de Trie sur Baise, Lannemezan hospitalière, Lannemezan ville, Vielle Aure, d'Arreau, Lourdes, le SIP de Lannemezan, et le SIP-SIE de Lourdes étaient fermés au public.

Le centre des finances de Tarbes a été bloqué durant la matinée, tout comme l'était le centre des finances de Foix.

Une manifestation a réuni 400 personnes du centre des finances de Tarbes à l'EHPAD de l'Ayguerote.



L'après-midi, le député LREM Jean Bernard Sempastous a été interpellé par les cheminots en grève ainsi que les secrétaires CGT et Solidaires des Finances Publiques.

Pendant plus d'une heure, les représentants des cheminots ont argumenté, démonté la manipulation gouvernementale sur le projet ferroviaire et demandé au député d'entendre la voix des agents de la SNCF et leurs propositions pour améliorer le service public ferroviaire dans le département et à l'échelle du pays.

Le constat de cet échange : un élu du peuple peu au fait de la question et, au regard des propos présidentiels de la veille et la nécessité impérieuse de poursuivre la mobilisation.

La convergence des luttes est plus que jamais nécessaire.

Les organisations syndicales rencontrent à nouveau le député LREM aujourd'hui et ont pris des contacts avec l'ensemble des élus nationaux ainsi que le président du conseil départemental afin d'évoquer avec eux l'avenir des missions et des structures départementales et leur demander d'agir par tous les moyens à leur niveau pour sauvegarder le service public de proximité.

94 – Val-de-Marne

Le 29 mars à 12H30, une soixantaine d'agents se sont réunis en assemblée générale à Créteil après que les sections CGT, FO et Solidaires aient boycotté le CTL. Les collègues ont souhaité donner des suites à la grève du 22 mars, se saisir de la campagne de l'impôt sur le revenu

pour être efficaces et visibles et faire la jonction avec les autres secteurs en lutte pour la défense du service publics et des statuts (à commencer par les cheminots).

Après avoir débattu de différentes modalités de grève et d'action, ils se sont prononcés à l'unanimité moins 4 abstentions pour une journée de **grève le 13 avril** : au début de la campagne IR et sur une journée de la grève perlée des cheminots.



L'appel a été relayé par un tract commun des sections syndicales CGT, Solidaires et FO de la DDFiP 94. **Le 13 avril, la diffusion d'un tract unitaire au public a été organisé devant les sites du Val-de-Marne.**

Un courrier commun a été envoyé aux maires les alertant sur les projets du gouvernement sur la fiscalité locale, la remise en cause de la séparation ordonnateur/comptable, l'accueil, les fermetures de trésoreries et la mise en place programmée d'une trésorerie unique OPHLM pour l'ensemble du département.

09 – Ariège

30 collègues étaient présents à l'HMI de Foix le 10 avril. Ils ont décidé un appel à la **grève ce vendredi 13 avril** avec piquet de grève et distribution de tracts aux usagers.

Le Centre des Finances Publiques est resté fermé vendredi alors que des agents distribuait un tract au public devant le centre. Ils se sont ensuite rendus au marché pour poursuivre leur diffusion.

La Dépêche du midi a rendu compte de leur action.

75 – Paris

Le 23 mars au matin, plus de 300 agents se sont réunis en Assemblées Générales sur 18 sites parisiens. Les discussions ont démontré la détermination des collègues à poursuivre la mobilisation pour faire plier le gouvernement.

A la suite d'Assemblées Générales qui avaient réuni plus de 300 agents, les sections CGT, Solidaires et FO Finances Publiques Paris, ont

appelé à la **grève le 3 avril**, jour du CTL sur les restructurations à Paris en 2019 et début de la grève reconductible des cheminots.

Lors de l'assemblée générale parisienne du 3 avril, les agents ont adopté un appel adressé à tous les agents de la DGFIP. L'appel, soutenu par l'intersyndicale, se conclut de la manière suivante :

« Nous nous adressons à tou.te.s nos collègues. Pour faire connaître notre lutte nous avons décidé de nous rendre en manifestation de la rue Réaumur à République pour nous adresser aux usagers. Dans les prochains jours doit s'ouvrir la campagne IR avec nécessairement une certaine médiatisation.

C'est le moment ! Réunissez-vous en assemblée générale avec vos sections syndicales.

C'est le moment ! Décidons, décidez la grève sur vos sites, dans vos départements, dans vos directions.

C'est le moment ! Nous sommes le service public qui ne veut pas crever.

C'est le moment ! Tou.te.s ensemble dans l'unité !

Nous finirons ainsi par nous faire entendre. C'est le moment ! »



Depuis, les AG se tiennent régulièrement sur les sites parisiens.

L'AG du site d'Uzès a décidé de se mettre en grève du 10 au 12 avril avec piquet de grève. Les 11 et 12 avril, les agents de Michel Le Comte ont fait de même. Les deux sites étaient fermés ce jours-là et les agents mobilisés ont décidé de reconduire leur action à l'identique le lundi 16 avril.

A Paganini, les agents réunis en AG ont voté la grève le 16 avril. Les AG du site de la Banque et de Tolbiac ont voté la grève le 17 avril. A Londres (8^e), c'est la date du 30 avril qui a été majoritairement choisie.

34 – Hérault

La section CGT Finances Publiques a pris part à la **manifestation qui s'est tenue le 3 avril à 14h à la Gare de Montpellier** contre la régression

sociale et pour la justice contre les agressions fascistes. La manifestation a rassemblé environ 2 000 personnes dans les rues de Montpellier. Les étudiants, mobilisés contre la loi Vidal, se sont joints au rassemblement devant la gare, bloquant ainsi l'accès aux voies de tram.

Une assemblée générale à l'appel de l'intersyndicale CGT, Solidaires et FO des personnels de Montpellier s'est tenue le jeudi 12 avril 2018 sur la plage variable de 7h30 à 9h. **Un CTL était prévu ce jour là qui a été envahi par les collègues.** En réponse à la déclaration intersyndicale, le directeur a tenu des propos conformes à ceux du Président de la République le même jour à 13H. A savoir : les inquiétudes des agents sont légitimes quant au devenir de leurs missions...

L'Assemblée générale a voté à l'unanimité le blocage de sites stratégiques pendant la campagne IR les 14, 15 et 17 mai. Ces jours-là, des tracts seront distribués aux collègues de 7H à 8H30, puis au public à compter de 8H30.

38 – Isère

Le 9 avril, les agents de Grenoble Grésivaudan se sont réunis en assemblée générale et ont décidé à l'unanimité des présents d'appeler à la **grève dès le 23 avril.**

L'assemblée générale des agents sur le site de Grenoble, Rhin et Danube, réunit le 6 avril (une cinquantaine de collègues), avec les sections CGT et Solidaires de l'Isère, a voté le **déclenchement de la Grève à compter du 23 avril et la convocation d'assemblées générales sur tout le département. Les assemblées générales se réuniront le 23 pour décider de la poursuite de la Grève.**

L'AG de Grenoble – Rhin et Danube a aussi décidé :

- Dès lundi, confection de banderoles, affiches revendicatives pour être visible auprès de la population et de la direction ;
- tournée de services pour convaincre les collègues de faire grève ;
- mardi 10 avril : boycott du CTL (Solidaires /CGT pour l'instant) avec déclaration liminaire et motion ;
- une plate forme revendicative précise sera établie d'ici lundi avec comme point essentiel le retrait du PAS, élément très structurant pour notre administration.

Un tract unitaire Solidaires et CGT relaie l'appel à la grève du 23 avril avec une plate-forme revendicative précise pour la défense des missions de la DGFIP et des services et des emplois du département.

66 – Pyrénées-Orientales

Suite à L'assemblée générale du 9 avril à Perpignan qui a bloqué l'accueil toute l'après-midi en intersyndicale et en présence de cheminots, **vote des personnels pour la grève et le blocage du Centre des Finances Publiques de Perpignan 3 semaines pendant la campagne impôt sur le revenu.**

L'AG dans le hall de 13H15 à 15H15 sur le site du 24 avenue Côte Vermeille a réuni 140 agents. Les grilles n'ont donc pu s'ouvrir jusqu'à la fin de l'AG.

Pour le mois de mai, **l'AG a voté la grève et le blocage de la Côte Vermeille pendant la campagne IR sur 3 semaines.** Chaque agent devrait participer à hauteur de 3 jours de grève sur la base d'un calendrier élaboré par les sections syndicales. **L'AG appelle tous les collègues des autres départements à les rejoindre dans l'action dans la durée !**

L'intersyndicale locale Solidaires, CGT et FO a mis en place un calendrier d'action avec deux jours de départementale les 3 et 7 mai et trois jours de grève tournante les 14, 15 et 17 mai.

31 – Haute Garonne

Une première initiative de distribution d'un tract à destination du public s'est tenue le jeudi 5 avril à 11h30 sur tous les sites de Haute Garonne.

Le même jour, les collègues du Mirail sont allés à la rencontre des collègues d'autres administrations et entreprises du bassin de vie du Mirail avec une conférence de presse devant le centre des finances publiques.



A Saint-Gaudens, plus de 1000 signatures de pétitions pour le maintien du service public dans le Comminges ont été récoltées par les collègues. Ils se sont également déployés pour solliciter un maximum d'élus afin de leur demander de prendre des délibérations dans les conseils municipaux. Là aussi, ils ont rencontré les collègues des autres secteurs, notamment de la Poste.

Trois sites (Colomiers, Cité administrative de Toulouse, Saint-Gaudens) ont, d'ores et déjà, décidé en assemblée générale d'être en grève le 3 mai.

Les distributions et AG unitaires continuent pour construire ensemble un beau mois de Mai 2018 de Mobilisation...

82 – Tarn et Garonne

L'intersyndicale départementale Solidaires, FO, CGT et CFDT a décidé de proposer aux personnels le **blocage total de centres des Finances Publiques du 7 mai au 18 mai** pendant le pic de réception de la campagne "impôt sur le revenu". Il s'agit de médiatiser les attaques qui sont portées contre notre administration en vue de sa destruction. Si cela n'emporte pas l'adhésion de plus de 50% des personnels, l'intersyndicale propose la grève des SIP financée par l'ensemble des agents du département. Ces propositions seront mises en débat lors de deux tournées de service les 20 et 25 avril.

Une conférence de presse avec la Dépêche du Midi s'est tenue le 17 avril.

02 – Aisne



Mardi 27 mars était convoquée la première réunion institutionnelle de l'année : le CHS-CT. L'intersyndicale locale CGT, FO et Solidaires a décidé de boycotter la réunion de cette instance menacée de disparition, à l'instar de ce qui a été fait dans le privé suite à la loi "Travail".

Forts du succès de la grève et des manifestations du 22 mars, les sections syndicales ont, en substitution, convoqué une **conférence de presse** dans la cour de la DDFiP pour alerter sur l'entreprise de destruction à laquelle sont confrontées la DGFIP en général et la DDFiP 02 en particulier. France 3 Picardie et L'Union, quotidien régional, ont interviewé les représentants syndicaux.

Les élus et militants de l'intersyndicale de l'Aisne (CGT, FO, Solidaires) sont allés à la rencontre des agents du département du mardi 10 au vendredi

13 avril pour décider ensemble du prolongement de la grève Fonction Publique du 22 mars et des modalités d'actions pour inscrire le mouvement à la DDFIP 02 dans la durée.

Conformément à la volonté des agents, **le CTL du 17 avril a été envahi par 82 collègues, soit 15% des effectifs**. Cette action massive a été effectuée par les agents sur leurs jours de congés. Elle s'est faite avec le soutien de la CGT, FO, Solidaires et l'UNSA.

Un RDV est pris avec le président du conseil général et un planning d'actions et d'informations des usagers est établi pour les jours à venir.

13 – Bouches-du-Rhône

Les Assemblées Générales et les heures d'informations syndicales commencent à se tenir sur tous les sites pour décider des modalités d'actions à la suite de la grève du 22 mars.



Les AG qui se sont tenues dans le département du 9 au 17 avril ont voté massivement pour s'inscrire dans l'action et validé un processus de mobilisations sur différents sites qui s'inscrit dans la durée.

35 – Ille-et-Vilaine

L'Assemblée Générale réunie à Rennes le 17 avril 2018 a décidé un processus d'action pour la DRFiP 35 du 19 avril au 22 mai appuyé sur les décisions de l'intersyndicale nationale DGFIP.

Comme première étape de l'action, l'AG a voté l'appel à la grève et à la manifestation interprofessionnelle du 19 avril.

Cet appel a été repris dans l'unité par les sections CGT, Solidaires et FO.

59 – Nord

Les sections CGT Finances Publiques, Solidaires Finances Publiques, FO DGFIP et CFDT Finances Publiques ont appelé les agents à se réunir en assemblées générales (posées en HTII) pour débattre et décider de l'action suite au 22 mars. Pour l'intersyndicale, il faut continuer à maintenir la pression pour obtenir satisfaction à nos revendications.

120 collègues étaient présents à l'Assemblée Générale des agents de la RAN de Lille qui s'est tenue le 10 avril. Ils ont voté la grève le 30 avril.

44 – Loire-Atlantique

Suite à la journée d'action du 22 mars 2018, une quarantaine d'agents se sont réunis en Assemblée Générale sur le site de la cité administrative Cambronne en présence de l'intersyndicale DRFIP 44 Solidaires, CGT, FO et CFDT.

Ensemble, et en attendant de nouvelles actions nationales, les agents et les organisations syndicales de la DRFIP 44 ont acté de la nécessité :

- **de continuer à informer** l'ensemble des agents sur les enjeux de la mission CAP 22 et ses conséquences concrètes sur les missions et les emplois à la DGFIP ;
- **de lancer une campagne d'information** envers les usagers, la presse ;
- **d'organiser et de multiplier** les modalités d'action en fonction du calendrier et des spécificités de chaque service (ex : campagne IR, action sur les mails, le téléphone...) et/ou sur des sites particuliers ;
- **de réfléchir à des modalités de grève** différentes (modalités SNCF, grève « tournantes » service après service, avec soutien financier...).

L'intersyndicale des Finances Publiques de Loire-Atlantique a communiqué un **calendrier d'actions unitaires et collectives** du 12 avril au 22 mai avec assemblées générales, conférences de presse, distribution des tracts aux usagers, interpellation d'élus locaux, action « téléphone », participation à la grève fonction publique du 22 mai et **grève le 15 mai à la DRFIP 44.**

06 – Alpes-Maritimes

Suite à la journée de mobilisation de la Fonction publique du 22 mars, dans laquelle ils se sont fortement investis, les agents des Alpes-Maritimes ont montré leur détermination le 5 avril.

A Antibes, le matin, les agents ont informé le public et fait signer une pétition, la presse s'est déplacée.

A Nice Cadéï, des collègues se sont rassemblés à 10h30 sur la terrasse pour apporter leur soutien à la délégation intersyndicale FO, Solidaires, CGT et CFDT reçue par le directeur départemental.

Elle lui ont donné lecture d'une motion dans laquelle les agents demandent de stopper toutes les fusions et restructurations locales et de faire

remonter auprès de la Direction Générale, à Bercy et auprès du Ministère, leurs revendications :

- Le retrait immédiat des projets de la mission CAP 2022, avec son cortège de suppressions d'emplois, d'abandons de missions et de privatisations, dont l'application signerait l'arrêt de mort du service public républicain et du Statut de la Fonction publique qui en garantit l'exercice.
- Le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat, le dégel immédiat de la valeur du point d'indice et l'augmentation du pouvoir d'achat. Le salaire « au mérite » ne peut être la solution.
- L'abrogation du jour de carence ;
- Des créations d'emplois statutaires indispensables au bon fonctionnement du service public ;
- Un plan de titularisation et des mesures fortes contre la précarité ;
- L'amélioration des conditions de travail ;
- Maintien du Statut général et des statuts particuliers, non aux nouvelles règles DG en matière de mutation, défense de la promotion interne ;
- Oui à une fiscalité locale plus juste, non à la suppression de la TH qui met en danger les finances des collectivités locales et les services publics locaux ;
- Non à la création d'agences comptables dans les collectivités locales dites importantes ;
- Maintien de la séparation ordonnateur / comptable ;
- Non à la fusion des SPF, des SIP et des SIE, défense des missions du contrôle fiscal.



Le CHSCT du mardi 10 avril a été boycotté et une motion intersyndicale a été lue.

Le même jour, sur le site d'Antibes, comme décidé lors de l'AG du lundi 9 avril, des agents du centre ont dépointé à 11h30. Malgré la météo, ils ont fait signer la pétition locale au public.

40 – Landes

Boycott intersyndical (CGT, FO, Solidaires et CFDT) des 2 convocations du CTL. La dernière, qui était le 5 avril, a été consacrée à distribuer des tracts au public avec signature d'une pétition pour la défense du service public. Très bon

accueil du public sur les 3 sites (Mont-de-Marsan, Dax et Morcenx) et 70 signatures.

L'après midi se sont tenues des **assemblées générales des personnels** sur les 3 sites : votes unanimes des personnels sur la proposition d'**envahir le 10 avril le CHS-CT avec remise des pétitions** signées des collègues sur la qualité de vie au travail et interpellation du DDFIP sur les restructurations qu'il a décidées et sur lesquelles il refuse de communiquer. **Des actions sont envisagées pendant la campagne IR.**



30 – Gard

Une **distribution intersyndicale de tracts aux usagers** suivie d'une **conférence de presse** s'est tenue le **13 avril**.

Des Assemblées Générales sont prévues pour aller à la rencontre des personnels et leur proposer d'entrer dans l'action autour de la campagne IR.

56 – Morbihan

Le jeudi 12 avril, les élus CGT, Solidaires et FO ont boycotté la première convocation du CTL. L'intersyndicale des finances publiques du Morbihan s'est rassemblée jeudi 12 avril, devant la cité administrative à Vannes, pour distribuer des tracts aux usagers et tenir une conférence de presse.

Les militants ont dénoncé auprès du *Télégramme* et de *Ouest France* les mesures du gouvernement notamment le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu, qui va s'appliquer dès janvier 2019. Il s'agit d'alerter sur **l'abandon d'un certain nombre de nos missions de service public et les restructurations en cours et les 259 postes supprimés dans le département.**

Des HMI/AG dans le département sont programmées.

18 – Cher

L'intersyndicale départementale **Solidaires, CGT et FO appelle à la grève le mardi 24 avril 2018 sur la base d'une plate-forme revendicative commune.**

Les assemblées générales se tiennent sur tous les sites du département du 16 au 19 avril. Elles seront suivies d'une conférence de presse le vendredi 20 avril.

92 – Hauts-de-Seine

L'intersyndicale CGT, Solidaires et FO de la DDFIP 92 organise des réunions d'agents sur tous les sites. Dans un tract commun, les organisations syndicales appellent les agents à se réunir pour établir partout leurs revendications.

Une réunion départementale se tiendra le 2 mai à 14 heures au centre administratif départementale à Nanterre.

Les agents sont invités à désigner des délégués de services.

Dans le tract intersyndical, les sections CGT, Solidaires et FO revendiquent :

- l'arrêt des suppressions d'emplois, et le pourvoi des postes vacants ;
- l'arrêt des restructurations, les fusions et fermetures de sites et de services ;
- le maintien de toutes les missions, l'abandon du prélèvement à la source et le respect de la séparation ordonnateur-comptable ;
- la défense de la promotion interne ;
- le maintien du statut général et de nos statuts particuliers et non aux nouvelles règles DG en matière de mutations ;
- le retrait des projets destructeurs Action Publique 2022.

46 – Lot

L'ensemble des commissions exécutives des organisations syndicales Finances Publiques du département (CGT, FO, Solidaires) se sont réunies et ont unanimement décidé de la suite à donner.

Pour défendre nos missions, notre statut, nos emplois, pour la survie de la DGFIP et de ses services, les sections appellent à un mouvement de grève le 17 mai 2018, dernier jour de dépôt des déclarations de revenus papier.

Ils appellent également à un rassemblement massif devant le Centre des Finances Publiques de Figeac à partir de 8h. Ce sera l'occasion d'un temps fort et médiatique, qui permettra d'alerter les usagers sur les dangers qui pèsent sur la DGFIP et des conséquences que cela va engendrer pour chacun d'eux.

57 – Moselle

A la suite du 22 mars, il a été décidé par l'ensemble de l'intersyndicale (CGT, FO, Solidaires, CFDT, UNSA, CFTC) de boycotter le

dialogue social, en berne dans le département, à savoir le CTL et les groupes de travail DUERP et PAP.

Le 17 avril, s'est tenue une HMI sur le site de la rue des Clercs à Metz, où une soixantaine d'agents étaient présents.

Il a été décidé d'actions collectives lors de la période de la campagne déclarative, de la distribution d'un tract intersyndical auprès des usagers et de s'inscrire dans les grèves du 3 mai et du 22 mai.

45 – Loiret

Le 4 avril, s'est tenue une HMI à Orléans Coligny de 14h à 15h, la première réunion d'agents après la mobilisation du 22 mars animée par la CGT, FO et Solidaires.

Il a été décidé :

- de se joindre aux prochaines grèves nationales en avril ou en mai et d'organiser une nouvelle HMI intersyndicale d'ici une semaine à 10 jours suite au CTL du 9 avril ;
- d'organiser à tours de rôle des tractages vers les usagers pendant la campagne d'impôt sur le revenu ;
- de se concerter pour ne pointer qu'à partir de 9h30.

79 – Deux-Sèvres

Dans son journal de section, la CGT Finances Publiques 79 annonce qu'elle propose à toutes les organisations syndicales la tenue d'HMI communes qui devront permettre le débat avec le personnel autour d'un objectif clair : profiter de la fenêtre médiatique de la campagne IR pour mobiliser dans la durée à partir des propositions suivantes soumises au débat collectif.

Dans sa publication, elle livre quelques exemples :

- blocage de certains services avec soutien financier ;
- grèves reconductibles et/ou tournantes ;
- travail et accueil du public sur les seules plages fixes...

Dans l'attente, la CGT Finances Publiques 79 a appelé les agents de la DGFIP à **participer au rassemblement des cheminots de Niort** devant la gare de Niort, le mercredi 4 Avril et à la grève interprofessionnelle du 19 avril.

76 – Seine-Maritime

La section CGT Finances Publiques a pris part au rassemblement revendicatif du mardi 3 avril à l'hôtel de ville de Sotteville-les-Rouen appelé par les Unions Départementales CGT, FO, FSU et SOLIDAIRES de Seine Maritime pour œuvrer à

la convergence de l'ensemble des luttes en cours. Des HMI sont en cours.

Le 13 avril, cinq organisations syndicales CGT, SUD, UNSA, CFDT et FO ont appelé à un rassemblement citoyen pour la défense du service public. Ce rassemblement a réuni un millier de personnes partis du cours Clemenceau vers la gare de Rouen.

91 – Essonne

Un communiqué intersyndical local (CGT, FO Solidaires, CFDT, CFTC) sur les suites du 22 mars est diffusé qui se conclut de la manière suivante :

« Plus que jamais l'heure est au développement de la mobilisation.

Les cheminots de leur côté ont posé les premières pierres d'une mobilisation au long court qui débutera le 3 avril.

L'intersyndicale départementale a décidé de réunir à nouveau les agents de la direction lors des HMI programmées du 5 au 13 avril afin de débattre et de décider ensemble, dans l'unité la plus large, des suites du 22, et de mettre en œuvre tous les moyens, y compris la grève, pour construire le rapport de force pour gagner sur nos revendications :

Alors, CAP ou pas CAP 2022 ? Pour nous, c'est pas CAP 2022 !!! »

71 – Saône-et-Loire

Dans un tract commun, l'intersyndicale CGT, Solidaires, FO et CFDT appelle les personnels à construire dans la durée la mobilisation indispensable pour que l'ensemble des revendications aboutisse et que le service public demeure au cœur de notre cohésion nationale.

Elle invite les collègues à faire remonter le plus rapidement possible leurs souhaits, idées et suggestions sur la suite à donner à la grève du 22 mars. Elle proposera ensuite, très rapidement, des actions afin de faire croître cette exigence d'une autre politique pour les services publics !

DNEF

Le ministre Darmanin, en visite à la DVNI à l'occasion des annonces du projet gouvernemental de lutte contre la fraude fiscale, a été interpellé par des militants CGT de la DGE et de la DNEF au sujet des moyens insuffisants alloués à la lutte contre la fraude fiscale.

Le dossier de presse remis aux journalistes lui a été également remis et commenté en mains propres. Il ne pourra ainsi pas ignorer l'ampleur du mécontentement croissant.

Une AG est prévue le 16 avril pour amplifier le mouvement à la DGFIP.

DANS LES AUTRES SECTEURS PROFESSIONNELS

A la SNCF

Le **3 avril a débuté le mouvement de grève perlée** et les réunions des cheminots en assemblées générales décidées en intersyndicale (CGT – UNSA – CFTD – Sud Rail).

Par leur forte mobilisation, les cheminots ont réaffirmé leur volonté d'imposer l'ouverture de véritables négociations sur: la dette et le financement, la relance du Fret SNCF, le statut de l'entreprise, l'organisation de la production, la ré-internalisation des charges de travail, l'ouverture à la concurrence, les droits sociaux et les garanties sociales.

Suite à l'annonce d'un nouvel agenda social rajoutant une table ronde sur la dette et le financement, le constat est sans appel : **refus total de négocier, de répondre aux questions des organisations syndicales et de tenir compte des propositions alternatives.**

L'enfumage médiatique veut faire croire qu'après les débats à l'Assemblée Nationale, qui se tiennent cette semaine, la loi serait votée. Mais le fonctionnement du Parlement et de ses deux chambres fait que le texte ne sera pas voté avant fin juin.

Alors que le Gouvernement franchit en force la première étape de son processus parlementaire, il confirme également sa volonté de privatisation et de casse sociale. L'incessibilité des actions de la future SNCF n'a pas été écrite dans la loi et les « garanties » offertes aux cheminots sont lacunaires.

Les cheminots ont donc raison de poursuivre leur mouvement. Leur détermination est intacte. Ils le démontreront à chaque journée de grève par leur participation.

Le mouvement de contestation de la réforme ferroviaire s'ancre dans la durée à un haut niveau. Il bénéficie d'un soutien grandissant de l'opinion publique que les cheminots peuvent vérifier avec l'appel des artistes en soutien des cheminots grévistes ou lors des distributions du journal « La Vraie Info » diffusé à 1 000 000 d'exemplaires.

Enseignement supérieur

La journée nationale d'action et de manifestation du mardi 10 avril a été marquée par l'amplification de la mobilisation dans les universités pour le retrait de la loi sur « l'Orientation et la Réussite des Etudiants ».

Les AG rassemblant les étudiants et les personnels sont de plus en plus nombreuses, elles expriment leur détermination à mettre en échec la loi Vidal et les réformes gouvernementales qui ne visent qu'à trier les élèves selon des critères locaux, qu'à détruire les diplômes nationaux et les statuts des personnels : 1500 à Paris 3, 1500 à Rennes II, 1300 à Nantes, 1200 à Lyon 2, 900 à Strasbourg, plus de 600 à Lille... Les blocages et occupations se développent sur plusieurs sites.

Parallèlement aux assemblées générales, un nombre croissant de personnels, dans des départements et des instances d'UFR, refusent d'organiser le tri des élèves considérant que le seul critère de sélection, c'est le bac. Nos organisations soutiennent cette démarche et appellent à sa généralisation.

Le 16 avril, l'intersyndicale de l'enseignement supérieur et de la recherche (CGT, FO, FSU, Sud, SLU, ASES, Solidaires Etudiants, Unef, FIDL, SGL, UNL) :

- condamne fermement les violences policières et exige la levée des poursuites judiciaires à l'encontre des étudiants de Nanterre ;
- appelle à généraliser le refus d'organiser le tri des élèves dans les instances des UFR ;
- apportent leur soutien total aux cheminots en grève qui font bloc contre le projet de destruction de leur statut et d'ouverture à la concurrence ;
- appellent à soutenir et à participer à l'organisation de la journée du 19 avril ;
- appellent à **multiplier les Assemblées Générales et à amplifier la mobilisation.**

Air France

Les pilotes, personnels navigants et au sol se sont fortement mobilisés le 23 mars avec 56% des vols impactés. **L'intersyndicale FO, SNPNC, CGT, UNSA, SPAF, SNPL, Alter, Solidaires, CFTC et SNGAF avait appelé à la grève les vendredi 30 mars, 3, 7, les 10, 11, 17, 18, 23 et 24 avril.**

Le 13 avril, au cours d'une réunion où elle a tenté d'exclure une partie des représentants syndicaux, la direction a proposé de compenser uniquement de 2 % (1,6% en avril et 0,4% en octobre) les 6% d'inflation perdus depuis depuis 2012.

Elle a par ailleurs tenté d'hypothéquer la rémunération future des salariés par une négociation anticipée des NAO pour les années 2019-2021.

La direction a également refusé la proposition intersyndicale d'étalement sur 2018 des 6% d'augmentation revendiqués.

L'intersyndicale maintient donc **la grève les salariés d'Air France les 17, 18, 23 et 24 avril prochains.**

Petite enfance

Depuis des années, la situation des ATSEM ne cesse de se dégrader ; en dépit des fortes mobilisations unitaires et nationales de ces professionnelles lors du Conseil Supérieur de la Fonction publique territoriale en décembre 2016 et février 2017, l'intersyndicale CGT, FA-FPT, FO, FSU, Sud Solidaires déplore aujourd'hui la timidité des « avancées » des décrets publiés début mars 2018 pour ce cadre d'emplois.

Alors que ces dernières s'attendaient à une prise en compte importante de leurs revendications, force est de constater que le gouvernement n'a rien cédé de significatif pour reconnaître les missions éducatives, favoriser un véritable déroulement de carrière et améliorer les conditions d'emplois des ATSEM.

Pour permettre aux agents de porter leurs revendications, l'intersyndicale CGT, FA-FPT, FO, FSU, Sud Solidaires appelle à la grève reconductible ATSEM sur toute la France selon le calendrier suivant :

- Semaine du 16 au 20 avril 2018 : Zone B en action (Aix-Marseille, Amiens, Caen, Lille, Nancy-Metz, Nantes, Nice...).
- Semaine du 23 au 27 avril 2018 : Zone A en action (Besançon, Bordeaux, Limoges, Lyon, Poitiers...).
- Semaine du 30 avril au 4 mai 2018 : Zones A et C en action (Paris, Montpellier, Toulouse...) en plus de la zone A.

Dans le cadre de cette mobilisation, des agents décideront de cesser le travail et se mobiliseront pour :

- La revalorisation des grilles indiciaires, l'augmentation du point d'indice et l'amélioration de la carrière ;
- L'amélioration des conditions d'emplois :
 - Un taux d'encadrement légiféré nationalement sur les temps périscolaires et de restauration scolaire
 - Une ATSEM à temps plein par classe, à minima
 - Une véritable effectivité du droit à la formation professionnelle tout au long de la carrière
 - Une réelle intégration dans l'équipe éducative
- La reconnaissance immédiate des missions éducatives des ATSEM sur le terrain,

conformément au référentiel de compétences du CAP Petite Enfance ;

- Une véritable évolution professionnelle par un déroulement de carrière sur deux catégories (C et B) ;
- La reconnaissance de la pénibilité : inscription du cadre d'emploi des ATSEM en catégorie active avec une bonification d'ancienneté ;
- Des dispositions exigeantes pour faire respecter l'égalité professionnelle ;
- L'arrêt du processus de remise en cause des modalités d'organisation du temps de travail, le respect du cadre des 35h et des dispositifs négociés avant 2001 ;
- L'abrogation du jour de carence.

Une conférence de presse unitaire CGT, FA-FPT, FO, FSU et SUD s'est tenue le 18 avril 2018 pour annoncer le lancement de cette mobilisation.

Justice

L'intersyndicale CFDT, CGT, FNUJA, FO, Syndicat de la magistrature, Syndicat des avocats de France, Union syndicale des magistrats et UNSA a publié un tract commun dans lequel ils rendent compte de leurs décisions d'action :

- **le 30 mars, première journée « Justice morte »** partout en France : renvoi de toutes les audiences, rassemblements devant les juridictions, réunions publiques et invitations d'élus.

- **à partir du 30 mars, fin de tous les petits compromis quotidiens avec la loi permettant de maintenir le navire à flot** alors qu'il souffre d'une insuffisance criante et chronique de moyens humains, matériels et technologiques. Les salariés sont appelés à ne plus accepter les audiences sans greffier et à veiller à l'application du principe de la collégialité dans toute la mesure prévue par la loi, à respecter les durées maximales d'audience, l'amplitude maximale de durée de travail et le repos minimal prévus par les textes.

- le 11 avril, deuxième journée « Justice morte », avec un **rassemblement national à Paris.**

Plusieurs barreaux de France, parmi lesquels Meaux, Alençon, Douai, Boulogne-sur-Mer, Châlons-en-Champagne, Toulouse, etc. ont d'organisé des grèves perlées entre le 30 mars et le 11 avril. A Nice, les avocats ont reconduit la grève à partir du 5 avril et bloque la cour d'assises des Alpes-Maritimes.

Cette mobilisation intervient après que le gouvernement ait reculé sur quelques points annexes de son projet de loi de programmation de la justice. Mais la suppression des tribunaux

d'instance, qui créerait des déserts judiciaires est maintenue. Les avocats n'entendent donc pas en rester là.

Energie

La FNME-CGT (Fédération Nationale des Mines et de l'Energie) et ses syndicats ont décidé de l'organisation de **mobilisations et de grèves du 3 avril au 28 juin avec des temps forts interprofessionnels**, tel que le 19 avril, ainsi que les journées de convergences avec les cheminots et d'autres professions.

Ainsi, la FNME-CGT et ses syndicats demandent notamment la fin de la libéralisation du marché de l'électricité et du gaz, la structuration de chaque filière énergétique, l'organisation d'un nouveau service public de l'électricité et du gaz qui réponde à l'intérêt général, ou encore la création d'un statut de l'énergéticien pour l'ensemble des salariés qui travaillent dans le secteur énergétique.

Dimanche 8 avril, jour de l'anniversaire de la loi de nationalisation d'EDF-GDF (8 avril 1946), les salariés de l'énergie de la région Rhône-Alpes ont participé, à une chaîne humaine sur le site du barrage hydraulique du SAUTET, dans l'Isère,

pour s'opposer à la privatisation des barrages hydrauliques. 500 personnes dont des élus politiques locaux et nationaux étaient mobilisés.

Lundi 9 avril, journée de mobilisation contre la précarité énergétique en Ile-de-France. Ce sont 135 000 et 105 000 usagers de l'électricité qui ont été basculés en heures creuses dans les départements 94 et 91 (Créteil, Viry-Châtillon, Juvisy-sur-Orge et Ris-Orangis).

Les robins des Bois de l'Energie se sont présentés chez des familles pour rétablir l'électricité, coupée pour impayés.

Sur les sites de Noisy-le-Sec dans le 93 et Montereau-Fault-Yonne dans le 77, ce sont 80 et 90 tournées pour coupures de gaz et d'électricité qui ont été bloquées par des agents rassemblés tôt le matin.

Par ailleurs, la FNME-CGT a organisé une conférence de presse le 18 avril pour présenter son projet travaillé avec les salariés.

Après le 19 avril, la FNME-CGT mobilisera les salariés chaque semaine en conjuguant des journées de grève et des interventions sur l'outil de travail.